



Co-funded by the
European Union

LA RECHERCHE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE ET
DE LA COHÉSION SOCIALE (RESDECS)
SÉNÉGAL, GUINÉE, CÔTE D'IVOIRE



RESDECS Policy briefs series

N° 3 - Côte d'Ivoire | Octobre 2025



Veille du scrutin présidentiel du 25 octobre 2025 : tensions sociopolitiques et incidents localisés

Résumé exécutif

Le 24 octobre 2025, veille de l'élection présidentielle en Côte d'Ivoire, le dispositif d'alerte précoce a enregistré 7 incidents majeurs dans plusieurs localités du pays, principalement liés à des tensions politiques et des actions de contestation du quatrième mandat du Président Alassane Ouattara. Les incidents concernent la diffusion de résultats électoraux anticipés et erronés sur les réseaux sociaux, ainsi que des blocages de routes et manifestations locales dans l'Ouest et le Centre du pays. Les indicateurs révèlent une montée du niveau de tension, avec des appels à la désobéissance civile et des atteintes à la liberté de l'information. L'ensemble des incidents traduit un niveau d'alerte global « orange », signe d'une instabilité localisée nécessitant une vigilance accrue de la part des autorités et des acteurs communautaires.

Recommandations

- Mettre en place ou réactiver des cadres de dialogue inclusifs associant les institutions électorales, les partis politiques, la société civile et les leaders d'opinion, afin de favoriser l'écoute mutuelle, la clarification des divergences et la gestion concertée des désaccords. Un dialogue politique régulier et crédible constitue un levier essentiel pour restaurer la confiance et prévenir les radicalisations.
- Développer une communication proactive, claire et accessible des institutions compétentes, notamment sur les règles du processus électoral, les résultats officiels et les mécanismes de recours. Cette transparence est indispensable pour contenir la désinformation, limiter les rumeurs et rassurer les citoyens quant à l'intégrité du scrutin.
- Maintenir un dispositif sécuritaire adapté, fondé sur la prévention et la dissuasion, tout en veillant au strict respect des libertés publiques et du droit de manifester. Une posture professionnelle et mesurée des forces de sécurité contribue à réduire les tensions et à éviter les perceptions de répression arbitraire.
- Appuyer les initiatives locales de médiation portées par les chefs traditionnels, les autorités religieuses, les organisations de jeunes et de femmes, afin de désamorcer les tensions au niveau communautaire. Ces acteurs jouent un rôle clé dans la prévention des violences et la diffusion de messages de paix et de responsabilité citoyenne.
- Poursuivre et renforcer la veille des incidents et des signaux faibles, en particulier dans les zones à forte contestation, afin d'anticiper les points de blocage et d'activer rapidement des réponses adaptées, qu'elles soient sécuritaires, politiques ou sociales.
- Intensifier les campagnes de sensibilisation en faveur de la participation citoyenne pacifique, du respect des règles électorales et de l'acceptation des mécanismes démocratiques de résolution des différends. Le civisme électoral demeure un pilier fondamental de la stabilité et de la cohésion sociale.

INTRODUCTION

Dans les semaines précédant l'élection présidentielle du 25 octobre 2025, la Côte d'Ivoire a connu une mobilisation sociale et politique intense, marquée par la survenue d'incidents ciblés révélateurs de tensions croissantes. Les données collectées par les moniteurs, en particulier le 24 octobre, mettent en évidence plusieurs faits saillants : la réaction des autorités face à la diffusion d'informations électorales erronées, la contestation populaire dans certaines localités contre le quatrième mandat du Président Ouattara, ainsi que des perturbations de la circulation avec l'érection de corridors bloquant le trafic routier. L'ensemble de ces événements illustre la fragilité du climat sociopolitique à cette période et souligne la nécessité d'un suivi rapproché afin de prévenir toute escalade de violence à l'approche du scrutin.

Méthodologie

Le présent rapport repose sur les observations de moniteurs déployés dans plusieurs localités clés du pays entre le 1er et le 24 octobre 2025, veille du scrutin présidentiel. Les moniteurs ont recueilli des informations à travers des observations directes, des reportages locaux et des vérifications de sources médiatiques, en mettant l'accent sur les incidents à caractère politique, social et sécuritaire. Les données sont organisées par localité, type d'incident, auteurs et intervention des autorités, avec une évaluation du niveau de gravité par indicateur.

Résultats et analyse

1. Incidents liés à la diffusion d'informations fausses

Le 24 octobre, le média en ligne Abidjan.net a publié des résultats anticipés et erronés de l'élection présidentielle. Cette diffusion a immédiatement provoqué la réaction de la Commission Électorale Indépendante (CEI), qui a interdit l'accès des centres et bureaux de vote aux journalistes de ce média. L'organe de presse a

ensuite produit un communiqué d'excuse, reconnaissant que ces informations étaient infondées et rappelant leur caractère non officiel. Selon l'article 39 du code électoral, la publication de tendances et de résultats avant la proclamation officielle est strictement interdite.

Cette situation illustre la sensibilité de l'environnement médiatique à la veille du scrutin et le rôle des autorités dans la régulation de l'information pour éviter toute désinformation susceptible de provoquer des tensions ou des incidents.

2. Tensions sociopolitiques et crispations préélectorales

Dans plusieurs localités, des populations ont exprimé leur mécontentement à l'égard de la candidature du Président Alassane Ouattara à un quatrième mandat, considérée comme illégale par le front commun PPACI-PDCI. Cette contestation ne se limite pas à un rejet du mandat en lui-même, mais s'inscrit plus largement dans un sentiment de frustration politique, alimenté par l'exclusion de figures majeures de l'opposition du processus électoral, perçue par leurs partisans comme une restriction de la compétition démocratique.

À Saioua, des habitants ont érigé des corridors entravant la circulation sur les principaux axes routiers, tandis qu'à Vavoua, des manifestants ont bloqué des dizaines de cars sur des itinéraires alternatifs. Ces actions, bien que localisées, traduisent une expression tangible de colère et de défiance, combinant revendications politiques, appels au boycott et formes ponctuelles de désobéissance civile.

Si ces mouvements sont demeurés circonscrits et n'ont pas évolué vers des violences généralisées, ils mettent néanmoins en évidence une capacité de perturbation à la fois symbolique et pratique, notamment à travers l'entrave ponctuelle à la libre circulation des personnes et des biens. Ces actions s'inscrivent davantage dans une logique d'expression politique contestataire que dans une volonté systématique de déstabilisation de l'ordre

public.

La réaction des forces de l'ordre, globalement ciblée et proportionnée, traduit la volonté des autorités de garantir la sécurité et la continuité des activités à l'approche du scrutin. Elle révèle en même temps la sensibilité du contexte politique, caractérisé par une forte polarisation et une crise de confiance persistante entre institutions, acteurs politiques et une partie de la population. Dans ce cadre, les tensions observées apparaissent moins comme le fait d'un camp spécifique que comme le produit d'un environnement électoral marqué par des perceptions divergentes de légitimité et d'équité du processus démocratique.

Dans l'ensemble, ces manifestations apparaissent moins comme des actes isolés que comme les symptômes d'un malaise politique plus profond, où la question de l'inclusivité du processus électoral, et en particulier celle de la participation effective des principaux leaders de l'opposition, demeure au cœur des tensions observées.

3. Synthèse des incidents et niveaux d'alerte

Le diagramme suivant présente les incidents recensés, leur répartition par indicateur et le niveau d'alerte attribué :

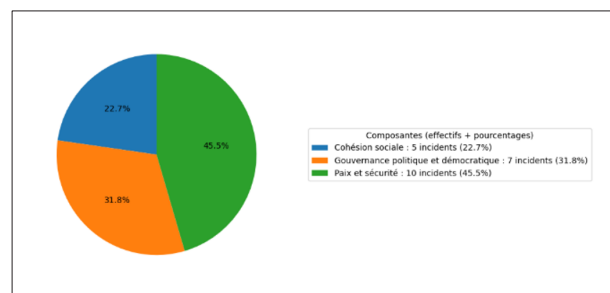
Sur l'ensemble des 22 incidents recensés, la majorité relève d'un niveau d'alerte jaune, traduisant un climat marqué par des tensions réelles mais encore contenues. Ces incidents signalent une instabilité latente, caractérisée par des signaux de vigilance plutôt que par une rupture ouverte de l'ordre public.

La cohésion sociale apparaît fragilisée par la persistance de narratifs clivants, de propos haineux ou xénophobes et de revendications liées au sentiment d'injustice sociale, tous classés au niveau d'alerte jaune. Ces dynamiques, bien que limitées dans leur ampleur, révèlent une érosion progressive du vivre-ensemble et une polarisation des perceptions sociales, susceptibles de nourrir des tensions plus vives en contexte électoral. L'affrontement autour d'un match de football,

classé au niveau orange, illustre quant à lui la facilité avec laquelle des tensions sociales latentes peuvent dégénérer en violences localisées.

Au plan de la gouvernance politique et démocratique, les incidents recensés traduisent un resserrement de l'espace civique. Les alertes jaunes liées au respect du calendrier électoral et au sentiment de peur exprimé par les citoyens témoignent d'une défiance diffuse envers les institutions. Les alertes de niveau orange, notamment celles relatives au degré d'indépendance de la justice et aux arrestations de journalistes, d'opposants ou d'activistes, signalent des fragilités plus préoccupantes, susceptibles d'alimenter la contestation politique et de renforcer la perception d'une gouvernance sous tension.

La composante paix et sécurité concentre la part la plus significative des alertes de niveau orange. Les incidents liés à la circulation d'armes légères, à la criminalité violente, aux affrontements locaux ayant causé des morts ou des blessés, ainsi qu'au sentiment d'insécurité ressenti par la population, traduisent une dégradation ponctuelle mais préoccupante du climat sécuritaire. Bien que ces incidents demeurent localisés, leur accumulation contribue à renforcer une anxiété sociale et un



sentiment d'insécurité généralisé, particulièrement sensibles dans un contexte préélectoral.

Dans l'ensemble, l'analyse des incidents et des niveaux d'alerte met en évidence une situation de vigilance accrue, dominée par des alertes jaunes et ponctuée de plusieurs signaux orange. Cette configuration reflète une stabilité relative mais fragile, exposée à des risques de dégradation rapide si les tensions politiques, sociales et

sécuritaires ne font pas l'objet de mesures préventives et de mécanismes de médiation renforcés.

4. Réponses institutionnelles et communautaires

Les autorités ont rapidement réagi à la diffusion des résultats électoraux erronés en limitant l'accès des journalistes d'Abidjan.net aux bureaux de vote et en rappelant les obligations légales. Sur le plan sécuritaire, les forces de l'ordre ont intervenu pour disperser les corridors bloquant la circulation à Saioua et Vavoua, assurant la reprise progressive du trafic.

Ces mesures ont permis de prévenir la propagation des incidents et de maintenir un contrôle relatif sur le terrain, tout en respectant l'ordre public. La société civile, quant à elle, a joué un rôle moins visible mais important dans la diffusion d'informations correctives et dans la sensibilisation à la participation pacifique au scrutin.

5. Interprétation globale

La période observée, marquée notamment par les incidents survenus à l'approche immédiate du scrutin présidentiel, s'inscrit dans un contexte de vigilance accrue et de tensions localisées à forte portée symbolique. Les événements recensés, bien que limités en nombre et circonscrits géographiquement, constituent des signaux d'alerte significatifs quant à la fragilité du climat sociopolitique et à la sensibilité extrême de la phase préélectorale.

Le premier facteur de risque majeur concerne la diffusion d'informations fausses, anticipées ou non autorisées sur le processus électoral, notamment à travers les médias en ligne et les réseaux sociaux. Ce phénomène, en violation du cadre légal en vigueur, est susceptible d'altérer la perception de la crédibilité du scrutin, de semer la confusion au sein de l'opinion publique et de nourrir des réactions de défiance ou de contestation. Dans un environnement déjà polarisé, la désinformation apparaît ainsi comme

un puissant catalyseur de tensions.

Le deuxième facteur de vulnérabilité réside dans la contestation populaire observée dans certaines localités, matérialisée par l'érection de corridors et la perturbation de la circulation routière. Ces actions traduisent l'existence d'une mobilisation organisée, exprimant un rejet politique ciblé, mais encore contenue dans ses formes et son ampleur.

Si ces manifestations demeurent circonscrites dans l'espace et dans le temps, elles traduisent avant tout l'expression de revendications politiques et sociales dans un contexte de forte polarisation. Toutefois, lorsqu'elles prennent la forme de blocages de voies ou de corridors de circulation, elles peuvent générer des perturbations ponctuelles de la mobilité des personnes et des biens, avec des effets collatéraux sur la vie économique et sociale locale. En l'absence de mécanismes de dialogue et de médiation efficaces, ce type d'actions protestataires, initialement limitées, pourrait être instrumentalisé ou se durcir sous l'effet de facteurs déclencheurs, augmentant ainsi le risque de tensions plus larges.

Enfin, la réaction rapide et ferme des autorités a joué un rôle déterminant dans la prévention d'une escalade immédiate de la violence. Les mesures prises ont permis de contenir les incidents et de rétablir un certain ordre public. Toutefois, cette réponse institutionnelle met également en lumière un niveau persistant de méfiance entre une frange de la population et les institutions, en particulier dans un contexte de contestation politique. Cette méfiance, si elle n'est pas prise en compte par des actions de communication, de dialogue et de médiation, risque d'affaiblir la légitimité perçue des décisions publiques.

Dans leur ensemble, ces éléments traduisent un climat préélectoral fragile mais encore maîtrisé, caractérisé par une tension contenue et une conflictualité latente. Ils soulignent la nécessité d'un suivi renforcé, d'une gestion proactive de l'information, ainsi que du déploiement de mécanismes de médiation et de prévention adaptés, afin de garantir un déroulement pacifique

du scrutin et de préserver la cohésion sociale au-delà de l'échéance électorale.

5. Recommandations

Au regard des incidents recensés, des dynamiques observées et des risques identifiés, les recommandations suivantes visent à préserver un climat électoral apaisé, à renforcer la confiance des acteurs et à consolider la crédibilité du processus démocratique :

- **Placer le dialogue politique au cœur de la prévention des tensions**

Mettre en place ou réactiver des cadres de dialogue inclusifs associant les institutions électorales, les partis politiques, la société civile et les leaders d'opinion, afin de favoriser l'écoute mutuelle, la clarification des divergences et la gestion concertée des désaccords. Un dialogue politique régulier et crédible constitue un levier essentiel pour restaurer la confiance et prévenir les radicalisations.

- **Renforcer la communication institutionnelle et la transparence électorale**

Développer une communication proactive, claire et accessible des institutions compétentes, notamment sur les règles du processus électoral, les résultats officiels et les mécanismes de recours. Cette transparence est indispensable pour contenir la désinformation, limiter les rumeurs et rassurer les citoyens quant à l'intégrité du scrutin.

- **Assurer une présence sécuritaire proportionnée et respectueuse des droits**

Maintenir un dispositif sécuritaire adapté, fondé sur la prévention et la dissuasion, tout en veillant au strict respect des libertés publiques et du droit de manifester. Une posture professionnelle et mesurée des forces de sécurité contribue à réduire les tensions et à éviter les perceptions de répression arbitraire.

- **Renforcer la médiation communautaire et l'implication de la société civile**

Appuyer les initiatives locales de médiation portées par les chefs traditionnels, les autorités religieuses, les organisations de jeunes et de femmes, afin de désamorcer les tensions au niveau communautaire. Ces acteurs jouent un rôle clé dans la prévention des violences et la diffusion de messages de paix et de responsabilité citoyenne.

- **Consolider les mécanismes d'alerte précoce et de suivi en temps réel**

Poursuivre et renforcer la veille des incidents et des signaux faibles, en particulier dans les zones à forte contestation, afin d'anticiper les points de blocage et d'activer rapidement des réponses adaptées, qu'elles soient sécuritaires, politiques ou sociales.

- **Promouvoir le civisme électoral et la participation pacifique**

Intensifier les campagnes de sensibilisation en faveur de la participation citoyenne pacifique, du respect des règles électorales et de l'acceptation des mécanismes démocratiques de résolution des différends. Le civisme électoral demeure un pilier fondamental de la stabilité et de la cohésion sociale.

Conclusion

L'analyse des incidents et des signaux recueillis au cours de la période de suivi met en lumière un climat préélectoral caractérisé par une vigilance élevée, des tensions localisées, mais aussi par des fragilités structurelles persistantes dans la relation entre les citoyens, les acteurs politiques et les institutions. Si les manifestations et les actes de contestation observés sont restés globalement contenus, ils traduisent néanmoins une défiance latente à l'égard du processus électoral, nourrie par des perceptions d'injustice et d'exclusion.

La question de l'exclusion de certains candidats du processus électoral apparaît, à cet égard, comme un facteur central de crispation. Elle alimente les discours de contestation, fragilise l'adhésion au cadre institutionnel et renforce le sentiment, au sein d'une partie de l'opinion, d'un déficit d'inclusivité démocratique. Sans constituer en soi un déclencheur automatique de violences, cette exclusion agit comme un facteur aggravant, susceptible de cristalliser les frustrations et de servir de point d'appui à des mobilisations plus radicales en cas de conjoncture défavorable.

Les incidents recensés, souvent à forte portée symbolique, rappellent ainsi que la stabilité observée demeure conditionnelle et dépend largement de la capacité des acteurs à privilégier le dialogue politique, la transparence des décisions et la crédibilité des mécanismes de régulation électorale. Dans ce contexte, la réponse sécuritaire, bien que nécessaire pour préserver l'ordre public, ne peut se substituer à un travail politique de fond visant à restaurer la confiance et à garantir l'équité du processus.

L'enjeu dépasse le seul scrutin présidentiel : il concerne la consolidation durable de la démocratie ivoirienne, fondée sur l'inclusion, la participation et la reconnaissance de la pluralité politique. La prévention des crises futures passe ainsi par un engagement collectif à faire du dialogue et de l'État de droit les principaux leviers de stabilité, de cohésion sociale et de paix politique.

Récapitulatif des incidents par indicateur

Composante/Indicateur	Niveau d'alerte				Total
	Vert	Jaune	Orange	Rouge	
Cohésion Sociale en Côte d'Ivoire					
Existence ou absence de mécanismes de dialogue communautaire		1			1
Gouvernance politique et démocratique en Côte d'Ivoire					
Agression d'une autorité élue		1			1
Appels au boycott ou à la désobéissance civile			2	4	6
Nombre d'arrestations de journalistes, opposants ou activistes			2		2
Nombre d'incidents liés aux discours politiques haineux				1	1
Nombre de manifestations interdites ou réprimées			7		7
Participation équitable des partis politiques				1	1
Sentiment de peur exprimé par les citoyens			1		1
Paix et Sécurité en Côte d'Ivoire					
Agression d'une autorité élue		1			1
Circulation ou détention illégale d'armes légères		1			1
Nombre de zones rouges ou sous haute tension sécuritaire				1	1
Sécurité routière			2		2
Sentiment d'insécurité ressenti par les populations		3			3
Taux de criminalité violente (vols armés, enlèvements, viols)		3	1	1	5
Total		10	15	8	33

A propos du projet RESDECS

La Recherche au Service de la Démocratie et la Cohésion Sociale (RESDECS) est mis en œuvre par le Gorée Institute au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire. Il s'inscrit dans le cadre du projet Team Europe Democracy (TED) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Il vise à promouvoir la démocratie et la cohésion sociale à travers la production de connaissances fondées sur le factuel (voir méthodologie) pour renforcer la participation citoyenne, améliorer la gouvernance, réduire les inégalités et construire des communautés plus résilientes et pacifiques. Cela implique l'influence des politiques publiques par le billet des policy briefs qui facilitent à la prise de décision politique.

Les Policy Briefs du projet RESDECS sont des publications mensuelles qui offrent des analyses sur des questions spécifiques issues de données du terrain et fournissent des recommandations concrètes dans le but d'éclairer et d'influencer les décisions en matière de politiques publiques. Ils visent à orienter les débats et la prise de décisions en offrant une plateforme aux praticiens, aux universitaires, aux organisations de la société civile, mais aussi et surtout aux décideurs pour présenter leurs analyses et leurs recommandations concernant les questions de démocratie, paix en Afrique de l'Ouest plus particulièrement au Sénégal, en Guinée et en Côte d'Ivoire.

Cette publication a été réalisée dans le cadre du projet Team Europe Democracy ([TED](#)) mis en œuvre par ENABEL et la GIZ avec le soutien financier de l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération Économique et du Développement (BMZ). Cependant, son contenu relève de la seule responsabilité de l'Institut Gorée et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'Union européenne, de la BMZ et du TED.



Ile de Gorée, Résidence Bibi
BP: 05 Gorée, Sénégal

+221 33 849 48 49
info@goreeinstitut.org
www.goreeinstitut.org

www.facebook.com/goreeinstitute
www.twitter.com/goreeinstitute
www.instagram.com/goreeinstitute